

Abel Dembélé

Le Mali dans
la politique africaine
des États-Unis,
de Bill Clinton à Barack Obama



Introduction

Dans les relations internationales, la politique étrangère américaine apparaît comme l'affaire de tous. Elle suscite de nombreuses interrogations chez les chercheurs comme Samuel P. Huntington¹, Edward W. Saïd², Michel Allner et Larry Portis³. Malgré cela, on retient que la politique étrangère américaine fut tiraillée entre deux grands courants fondamentaux : le réalisme et l'idéalisme⁴. Tout

¹ Samuel P. Huntington, "The Clash of Civilizations" ? *Foreign Affairs*, 72, 3, 1993 : Summer p. 22.

² Edward W. Saïd, Le choc de l'ignorance, *le Monde*, le 26 octobre 2001.

³ Michel Allner et Larry Portis, *La politique étrangère des États-Unis depuis 1945 de la guerre mondiale à la mondialisation*, Paris, Ellipses, 2000. p. 10.

⁴ Les grands spécialistes de la politique étrangère des États-Unis ont distingué deux grands héritages fondamentaux : le Réalisme politique représenté par Théodore Roosevelt (Président de 1901 à 1909), et l'Idéalisme politique du président Woodrow Wilson (Président de 1913 à 1921). Le réalisme consiste à voir les choses telles qu'elles sont dans les relations internationales. Selon Roosevelt, les états étaient des entités égoïstes défendant avant tout leurs intérêts, par la force si besoin. Par

d'abord, elle se définit comme : « un moyen de propager l'influence politique, économique et culturelle des États-Unis afin de transformer le monde pour qu'il corresponde à la vision idéalisée et ou intéressée qu'en ont les Américains et leurs leaders »⁵. Cette idée traduit la volonté des USA de répandre leur influence dans le monde. Il semble évident que la lutte contre l'eurocentrisme constituait la base de la politique américaine à cette époque. Ceci explique que, le président Woodrow Wilson remettait en cause la diplomatie européenne traditionnelle, reposant notamment sur le secret. Internationaliste convaincu, il croyait en la coopération des états, au multilatéralisme : les prises de décision en matière d'action extérieure devraient être prises en consultation avec la communauté internationale.

Après cela, on assiste à l'avènement d'un nouvel ordre mondial. Paul Latha Bunduku remarque que : « les rapports internationaux s'appréhendaient à travers le prisme de la confrontation globale entre les

contre, Wilson avait une vision idéaliste des relations internationales, voir les choses telles qu'elles devraient être, telles que l'on souhaiterait qu'elles soient. En effet, pour lui, les relations internationales devraient être harmonieuses et pacifiques grâce à l'obéissance des états à des règles de droit international et à un ordre garanti par des organisations supranationales : « Il doit y avoir, non pas un équilibre des puissances, mais une communauté des puissances ; non pas des rivalités organisées, mais une paix commune organisée » (Discours du 22 janvier 1917 au Sénat, Wilson).

⁵ Michel Allner et Larry Portis, *La politique étrangère des États-Unis depuis 1945 de la guerre mondiale à la mondialisation*, op, cit, p. 10.

États-Unis d'Amérique (USA) et l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes (URSS) ou encore, entre le bloc capitaliste et le bloc soviétique⁶ ». Durant cette période, l'expansion de l'idéologie communiste, selon les américains, représentait une menace pour la sécurité des USA et pour celle de la planète. En reprenant ces termes, l'Afrique devient une zone de compétition entre les USA et l'URSS. Elle était composée des jeunes États nouvellement indépendants à la recherche d'une idéologie et d'une stratégie de développement pour la survie de leurs nouvelles nations.

En 1957, le vice-président américain, Richard Nixon, suite à une visite effectuée en Afrique, réitère l'importance géostratégique de ce continent au président Dwight Eisenhower : « the course of Africa's development could prove to be the decisive factor in the conflict between the forces of freedom and international communism⁷ ». Cette déclaration aboutit à la création du Bureau des affaires africaines au département d'État américain en 1958. Il faut souligner que la lutte contre le modèle communiste a été la justification des leaders américains pour

⁶ Paul Latha Bunduku, *L'administration Clinton et l'Afrique*, Paris, Harmattan, 1999, p. 25.

⁷ Alusine Jaloh and Toyin Falola, *The United States and West Africa : Interactions and Relations*, Rochester University of Rochester Press, 2008, p. 14. La traduction de la citation : « le cours du développement de l'Afrique pourrait se révéler être le facteur décisif dans le conflit entre les forces de la liberté et du communisme international ».

intervenir en Afrique au cours de la Guerre froide. En vérité, au nom de cette politique d'endiguement, ils ont créé l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) qui semblait être un instrument de lutte contre le communisme. Plus tard, les USA ont souvent soutenu certains dictateurs dans la Corne de l'Afrique pour contrer le poids de Moscou. Cette idée remet en cause le principe de la politique américaine qui est ancrée dans la promotion de la démocratie et les droits de l'Homme. Toutefois, les USA voulaient protéger leurs intérêts de sécurité régionale dans cette zone considérée stratégique pendant la Guerre froide. En un mot, l'endiguement était l'idée principale de la politique américaine à l'égard de l'Afrique.

Pourtant, après la chute du communisme en 1989, un débat important a eu lieu à travers les sphères universitaires. L'article de Samuel P. Huntington, paru dans la livraison du printemps 1993 de la revue *Foreign Affairs* sous le titre « le choc des civilisations », a immédiatement retenu l'attention et suscité une surprenante vague de réactions. L'objectif de cet article étant de fournir aux Américains une thèse originale sur la nouvelle phase qu'allait connaître la politique américaine après la fin de la Guerre froide, l'argumentation développée par Huntington sembla d'une ampleur, d'une audace, voire d'une dimension visionnaire irrésistible. Cette thèse explique que la fin de la guerre froide

correspond à la fin du conflit idéologique. Le nouveau conflit auquel les américains allaient faire face serait le conflit culturel.

Francis Fukuyama contredit l'hypothèse de Samuel P. Huntington. Selon lui, la fin de la Guerre froide correspond à la fin de l'histoire. Pourtant, Samuel P. Huntington décrivait ce choc de civilisations comme la guerre entre l'Islam et l'occident. La fin du monde bipolaire cédait le pas à un monde unipolaire avec comme seule puissance les USA. La théorie des néoconservateurs⁸ fut écartée par le président Bill Clinton, mais elle sera plus tard utilisée par George W. Bush après le 11 septembre 2001. Le président Bill Clinton a lié le libéralisme économique au modèle démocratique. Il voulait rendre le monde plus libre en s'appuyant notamment sur la coopération internationale et le multilatéralisme. Cependant, la politique étrangère de Bill Clinton devint de plus en plus unilatéraliste sous l'influence du Congrès très conservateur.

Sur le plan africain, la politique du président Bill Clinton a poursuivi trois grandes orientations qui sont : la prévention des conflits, le libéralisme économique et la promotion de la démocratie. Il a

⁸ Les néoconservateurs croient en la supériorité du modèle américain et militent pour la promotion de la démocratie dans le monde. Mais cette mission se combine avec l'idée de puissance : la puissance militaire américaine doit assurer sa domination et sa pérennité. Cette théorie fut utilisée par George W. Bush.

favorisé la doctrine du *soft power* au détriment du *hard power*⁹. Dans sa relation avec l'Afrique, il porte un intérêt particulier à la conclusion des accords de libre-échange¹⁰. Il jugeait incontournable le partenariat économique avec l'Afrique et le reste du monde. Il mettra en évidence que l'hégémonie américaine ne serait possible qu'en tenant compte de l'Afrique. Par ailleurs, il soulignait également la nécessité de prévenir les conflits africains et de les résoudre à travers une coopération étroite avec les organisations multilatérales et régionales. Enfin, il contribuait à la promotion des régimes démocratiques en accordant une aide spécifique à des pays africains qui soutenaient les droits de l'homme et le pluralisme politique.

L'administration de George W. Bush a repris l'idée des néo-conservateurs. Cette politique se traduit par le choc de la civilisation. En 1993, Samuel P.

⁹ Le *soft power* « puissance douce » désigne la puissance d'influence, de persuasion. Il s'agit de la capacité pour un acteur (un État, par exemple) d'influencer le comportement d'autres acteurs par des moyens non coercitifs et intangibles. Les éléments du *soft power* regroupent essentiellement les moyens idéologiques et culturels. Au contraire, le *hard power* (« puissance dure ») est la capacité d'influencer le comportement d'autres acteurs par la contrainte, la coercition, voire par la violence. Les éléments du *hard power* regroupent essentiellement les moyens économiques et militaires. Ils sont des concepts utilisés par les USA depuis une vingtaine d'années en matière de relations internationales.

¹⁰ Paul Latha Bunduku, *L'administration Clinton et l'Afrique*, op. cit, p. 17.

Huntington décrivait un monde dans lequel la fin du conflit idéologique aboutissait à un conflit culturel. Il cite :

Mon hypothèse est que, dans ce monde nouveau, la source fondamentale et première de conflit ne sera ni idéologique ni économique. Les grandes divisions au sein de l'humanité et la source principale de conflit seront culturelles. Les États-Nations resteront les acteurs les plus puissants sur la scène internationale, mais les conflits centraux de la politique globale opposeront des nations et des groupes relevant de civilisations différentes. Le choc des civilisations dominera la politique planétaire¹¹.

Cette déclaration traduit que George W. Bush cherche à façonner le monde selon les valeurs américaines. Le 11 septembre 2001 a été le facteur déclencheur d'une nouvelle forme de conflit, celle d'une gigantesque puissance contre ce que George W. Bush a nommé l'axe du mal¹². La politique de George W. Bush poursuivra la guerre contre la civilisation musulmane qualifiée de terrorisme. La doctrine politique de George W. Bush est le *hard power*.

En ce qui concerne l'Afrique, George W. Bush

¹¹ Edward W. Saïd, « le choc de l'ignorance », Paru dans le *Monde*, le 26 octobre 2001, traduit de l'anglais (États-Unis) par Françoise Cartano, dans Huntington Samuel P., « The Clash of Civilizations ? », *Foreign Affairs*, 72 : 3 (1993 : Summer) p. 22.

¹²Après les attentats du 11 septembre 2001, les pays qui refusaient de lutter contre le terrorisme étaient considérés comme les ennemis des États-Unis. George W. Bush nommait également ces pays comme l'axe du mal.

avait déclassé ce continent dans sa politique extérieure lors de son investiture. Mais, il a fallu attendre les attaques du 11 septembre 2001 pour que l'Afrique voie son intérêt se révéler auprès de l'administration Bush. L'Afrique devient un partenaire militaire et économique des USA. La coopération militaire passe par la lutte contre le terrorisme et le volet économique traite les échanges commerciaux avec plusieurs pays africains. Les USA pour leur part, deviennent le premier pays importateur du pétrole africain. La crise irakienne et la flambée du prix du pétrole expliquent ce nouveau partenariat avec l'Afrique qui, selon les termes du Républicain Edward Royce (Président de la sous-commission Afrique de la chambre des Représentants), va permettre de réduire leur indépendance à l'égard d'une certaine région du globe¹³.

Quant à Barack Obama, il a défini sa politique extérieure sur des priorités géostratégiques, à l'heure de la crise, du bilan des opérations militaires en Irak et en Afghanistan et de l'affirmation de grandes puissances économiques. Il privilégie la diplomatie de l'économie au détriment de l'action militaire. Cette stratégie de non intervention est nommée la stratégie du *smart power*¹⁴. Dans sa relation avec l'Afrique, il a

¹³ Paul Bunduku-Latha, *la politique africaine de George W. Bush*, Paris, Publibook, 2010, pp. 52-53.

¹⁴ « Le *smart power* est présenté par l'administration Obama comme le

repris certaines idées de ses prédécesseurs dans la lutte contre le terrorisme et le partenariat économique. Il rompt avec Georges W. Bush concernant la nature de l'intervention militaire. Il conduit une stratégie politique du *Leading from Behind* ou la lutte par allié interposée.

Ainsi, une étude sur la politique étrangère américaine révèle plusieurs contradictions théoriques qui méritent un éclaircissement. Ce constat nous amène donc à reconsidérer la politique extérieure américaine à travers une étude dont l'intitulé est « *Le Mali dans la politique africaine des États-Unis de Bill Clinton à Barack Obama.* » Notre étude consiste à analyser la place du Mali dans la politique étrangère américaine. En effet, le Mali est un pays enclavé de l'Afrique occidentale. Il regorge de ressources stratégiques telles que le pétrole, le gaz, l'uranium et l'or. Il semble que : « le contexte stratégique du Mali est marqué par l'enchevêtrement des phénomènes criminels et par le défi de la sécurité

mariage productif entre les notions, bien connues mais peu opérantes isolément, de *hard power* (pouvoir de coercition par la force ou la menace, incarné par le Pentagone) et de *soft power* (capacité d'attraction par la persuasion, portée par Hollywood et Harvard). Le résultat de cette addition est ce mélange d'habileté et d'expérience que l'on nomme désormais *smart power* pouvoir de l'intelligence ». Emmanuel Auber, Le "smart power", nouvelle matrice de la diplomatie américaine, Non Fiction. fr, le Quotidien des livres et des idées, le 13, février 2009, consulté le 12 juillet 2014, http://www.nonfiction.fr/article-2180le_smart_power_nouvelle_matrice_de_la_diplomatie_americaine.htm

transfrontalière¹⁵ ». Autrement dit, un conflit qui éclate au Mali est susceptible de menacer la sécurité dans la bande sahélo saharienne.

Ceci explique clairement que le Mali est un endroit géostratégique. La présence éminente de l'instabilité, le trafic de drogue et de l'insécurité constituent une menace dans la bande sahélo saharienne : le Sahel englobe l'Algérie, le Burkina-Faso, la Mauritanie, le Mali, le Niger, le Tchad et le Soudan. La nature des menaces dans la bande sahélo saharienne révèle que les facteurs d'insécurité au nord du Mali peuvent se propager dans ces pays respectifs. Ce facteur fait que le Mali est un pays géostratégique dans les relations internationales et l'une des préoccupations majeures de la politique étrangère américaine.

Pour mieux comprendre la politique étrangère américaine contemporaine au Mali, nous devons explorer les concepts développés par des chercheurs tels que Maya Kandel¹⁶, Alexis Arieff et Kelly Johnson¹⁷ etc qui ont publié des ouvrages et de nombreux articles à ce sujet. Ces chercheurs ont,

¹⁵ Kalilou Sidibé, "Security Management in Northern Mali : Criminal Networks and Conflict Resolution Mechanisms", *Institute of Development Studies*, IDS Research Report 77, August 2012, pp. 1-108.

¹⁶ Maya, Kandel, Les États-Unis, l'Afrique et la guerre au Mali, N° 22 *Fondation Jean-Jaurès / Orion - Observatoire de la défense* 7 février 2013, pp. 1-7.

¹⁷ Alexis Arieff and Kelly Johnson, "Crisis in Mali", Congressional Research Service, 7-5700, R42664, August 16, 2012, pp. 1-16.

entre autres, abordé des thématiques comme : la notion d'aide au développement, la promotion de la démocratie, l'intervention humanitaire, la lutte contre le terrorisme et la coopération militaire en tant qu'éléments incontournables de la politique étrangère américaine au Mali. Notre analyse se démarque de ces auteurs qui ont dû fonder leurs analyses sur ces concepts. Notre constat démontre que le rôle stratégique du Mali constitue l'élément principal de leurs relations.

Il semble évident que la politique étrangère américaine au Mali remonte à la Guerre froide. À cette période, l'engagement américain concernait uniquement le volet d'aide humanitaire. Pendant la Guerre froide, le Mali a été tiraillé entre les USA et l'URSS, bien que les USA aient accordé une aide humanitaire importante au Mali lorsque la famine a secoué ce pays dans les années 1970 et 1980. À cette époque, les USA justifiaient leur présence au Mali pour lutter contre l'idéologie communiste ; devenant ainsi les principaux donateurs d'aide étrangère.

Après la fin de la Guerre froide, la stratégie de la politique américaine change de nature au Mali. Reprenant les termes d'Anthony Lake¹⁸, le fondement de la politique américaine au Mali poursuivra deux dimensions à savoir : la promotion de la démocratie et la prévention des conflits. Sur le plan de la promotion

¹⁸ Paul Latha Bunduku, *L'administration Clinton et l'Afrique*, op. cit, p. 71.

de la démocratie, Bill Clinton a contribué à la promotion du processus de multipartisme et la décentralisation au Mali. Selon Patrick Gonin, « c'est à l'occasion d'un conseil central extraordinaire qui s'est tenu les 28 et 29 mai 1990 que le Mali avait pris une position favorable au multipartisme et à la promotion de la démocratie¹⁹ ». Cette décision fut accueillie favorablement par les États-Unis et l'ensemble de la communauté internationale. C'est ainsi que Bill Clinton s'engagea à maintenir une stabilité politique et de la bonne gouvernance au Mali. Les projets furent lancés pour développer les secteurs privés, le développement du Mali, la mécanisation de l'agriculture et la construction des ponts.

Sur le plan de la prévention des conflits, la rébellion touarègue représentait une menace au Mali en faisant des pertes de vie humaines et la prolifération des armes légères dans la bande sahélo saharienne. Bill Clinton pour sa part, a engagé des moyens nécessaires pour désarmer les rebelles et sécuriser le nord du Mali contre toute tentative de conflit qui nuit à sa stabilité politique²⁰. C'est pourquoi, l'administration de Bill Clinton avait sollicité le règlement du conflit touarègue par la voie du dialogue et de la négociation comme le seul moyen de sortie de crise. Grâce à cette initiative, le Mali avait

¹⁹ Patrick Gonin, Nathalie Kotlok et Marc-Antoine Pérouse de Montclos, *La Tragédie Malienne*, Vendémiaire, Paris, 2013, p. 67.

²⁰ Ibid. p. 17.

réussi à conclure un pacte de paix avec les rebelles touarègues en 1996.

Cette volonté américaine a été interprétée différemment chez les chercheurs étant donné que certains considèrent cette présence comme un positionnement des USA dans le Sahel ou soit un appétit pour les matières premières du Mali. Il convient de dire clairement que la doctrine de « *la réforme globale* » détermine la politique de Bill Clinton au Mali. Le volet d'aide au développement cède le pas à un volet purement sécuritaire en 2000. La fin du mandat de Bill Clinton marqua une nouvelle étape dans la relation entre les États-Unis et le Mali.

Elle s'inscrit dans le cadre d'une politique de partenariat militaire, la coopération économique et la lutte contre le Sida. Ainsi, les attaques du 11 septembre 2001 modifièrent l'agenda de la politique américaine envers le Mali en raison de la présence des groupes terroristes. Notre analyse montre que cette évolution fut entérinée en novembre 2002, par la création d'un commandement militaire pour le Sahara, pour la première fois dans l'histoire américaine : le Pan Sahel Initiative (PSI). Cette phase confirme l'hypothèse de Samuel Huntington selon laquelle les USA imposeraient leur culture dans le monde. Elle montre également le conflit culturel entre les USA et les musulmans.

Sur le plan militaire, la lutte contre le terrorisme détermine la coopération entre les deux pays. Selon

Maya Kandel, « le Sahel est devenu un enjeu stratégique depuis 2002 pour combattre et défaire les organisations terroristes opérant au Maghreb et au Sahel, en partenariat avec le Mali et une dizaine de pays de la région pour un budget annuel d'environ cent millions de dollars²¹ ». Après cela, en 2003, les troupes maliennes ont commencé à recevoir des formations de la part des USA dans le cadre de la lutte contre le terrorisme. Par ailleurs, on peut identifier deux raisons principales pour lesquelles les États-Unis et le Mali entretiennent des relations sécuritaires depuis les attaques du 11 septembre 2001. Les États-Unis ont estimé que le Mali avait le plus grand désert d'Afrique et que ce désert pourrait être le meilleur endroit pour l'implantation d'Al-Qaïda au Maghreb Islamique (AQMI) et d'autres groupes radicaux. Cette nouvelle tendance que George Bush entreprit au Mali fut nommée doctrine de « *l'engagement sélectif* ».

Sur le plan de la coopération économique, George W. Bush a accordé des avantages au Mali à travers des accords commerciaux. Il semble que le Mali ait profité des accords de la Croissance et les Opportunités d'Investissement (AGOA) en accordant aux entrepreneurs des opportunités d'exportation pour le développement de leurs entreprises. Celles-ci ont à leur tour créé de nombreux emplois dans divers secteurs. Pour résumer en une phrase, le fait

²¹ Maya Kandel, « Obama et Bamako, la vision américaine de la guerre au Mali », *Actu Défense*, le 04 février 2013.

d'encourager la collaboration entre le secteur public et le secteur privé, et la mise en œuvre des stratégies d'exportation, encourageaient et renforçaient la compétitivité du Mali sur les marchés internationaux.

Sur le plan de la lutte contre le Sida et le paludisme, George W. Bush a créé l'objectif de l'Initiative Nationale de Lutte contre le Paludisme (PMI). Ce programme a fourni des nouveaux médicaments efficaces dans les hôpitaux et les dispensaires des zones rurales du Mali pour remplacer les traitements inefficaces. En fait, les relations entre George W. Bush et le Mali se résument autour de ses trois axes principaux. Ces éléments seront également reconduits avec l'administration de Barack Obama au Mali.

En effet, Barack Obama a poursuivi la lutte contre le terrorisme et le partenariat économique avec le Mali. Barack Obama avait négocié avec le gouvernement du Mali pour l'installation d'une base militaire au nord du Mali. Il s'inscrit dans la continuité de George Bush. Durant son premier mandat, le nord du Mali fut le théâtre d'enlèvements des Occidentaux par l'Al-Qaida au Maghreb Islamique et d'autres groupes terroristes. Il doubla l'aide budgétaire avec le Mali pour sécuriser la bande sahélo sahélienne. Des militaires américains seront déployés au nord du Mali pour former les militaires maliens dans des exercices de contreterrorisme. En ce qui concerne le partenariat économique, Barack Obama avait mandaté le